

**Italie - Traité du Quirinal - Union
européenne - Conférence de presse
conjointe de Mme Nathalie Loiseau,
ministre chargée des affaires
européennes, et de son homologue
italien, M. Sandro Gozi - Propos de
Mme Loiseau**

(Rome, 16 février 2018)

Q - Est-ce que le traité du Quirinal envisage une collaboration sur le sujet de la migration ?
Quelle est la position sur la relocalisation des migrants économiques arrivés en Italie ?

R - Le traité du Quirinal a d'abord vocation à renforcer encore plus nos sujets de coopération bilatérale. Les présidents de la République française et du Conseil italien ont suggéré des axes de première recherche pour les sages qui se sont réunis sur les questions économiques et industrielles, sur les questions de connaissance et de recherche. Mais le groupe de haut niveau a aussi une certaine latitude pour nous proposer d'autres domaines de coopération.

Sur la question migratoire, il y a un partenariat très fort entre la France et l'Italie. On l'a vu à plusieurs reprises, ici à Rome, à Paris l'année dernière, à la fois sur le plan bilatéral et sur le plan européen. Nous avons accéléré le rythme des relocalisations des demandeurs d'asile en besoin manifeste de protection. Nous avons envoyé plusieurs missions ici en Italie et surtout nous travaillons à renforcer ce que nous avons à faire vis-à-vis des pays d'origine des migrants, vis-à-vis des pays de transit en particulier quand ils sont dans des situations très difficiles comme en Libye. Et puis ce que nous faisons sur le sol européen et nous avons beaucoup à faire pour rénover le régime européen de l'asile. Là-dessus, l'ensemble des chefs d'Etat et de gouvernement européens ont demandé à ce que l'ensemble des réformes soient prêtes avant la fin du premier semestre de cette année.

Q - Dans les [inaudible] de l'Union européenne, est ce qu'il y aura plus de flexibilité sur le déficit et sur la dette ?

R - Pour le moment, on est en train de travailler ensemble et nous en avons parlé ce matin avec Sandro Gozi sur le renforcement de l'union économique et monétaire, sur la finalisation de l'union bancaire, sur la position que nous avons ensemble pour une capacité budgétaire de la zone euro.

Nous sommes aussi attentifs à avoir une interprétation intelligente des obligations qui sont les nôtres. Bien sûr il faut le partager avec l'ensemble de nos partenaires. Je crois que beaucoup a été fait dans l'ensemble des pays de la zone euro pour réduire le risque. Aujourd'hui il est temps d'être peut-être plus ambitieux et de réfléchir davantage à des mécanismes de solidarité.

Q - Sur le budget, quels sont les points communs sur la proposition de la Commission européenne sur le prochain bilan ?

R - Je crois que notre rencontre de ce matin nous a confirmé que nous étions d'accord sur beaucoup d'aspects concernant le prochain budget européen : l'importance à la fois d'être capable de répondre à de nouvelles aspirations des citoyens européens en matière de sécurité, en matière de gestion des migrations, en matière d'innovation, de recherche ou de mobilité de la jeunesse. Nous avons tous envie de faire plus et j'allais même dire, nous devons faire plus. Et puis il y a aussi des politiques qui existent depuis longtemps en Europe : la politique agricole commune, la politique de cohésion. Elles sont importantes. Elles illustrent un lien fort entre l'Union européenne et ses citoyens. Nous savons qu'elles doivent évoluer, qu'elles doivent se réformer, se moderniser, se simplifier. Cela ne veut pas dire qu'elles doivent être sacrifiées.

Et donc nous avons échangé aussi sur la nécessité de penser à des nouvelles ressources propres pour faire en sorte que ce que l'Italie appelle très justement les biens publics européens puissent être financés par des ressources européennes. Il y a beaucoup de convergence entre la position italienne et la position française.

Q - Dans quelques semaines, il pourrait y avoir un autre gouvernement en Italie et probablement quelqu'un d'autre, quelqu'un de très différent de M. Gozi à sa place, quelqu'un qui ne partagerait pas forcément sa vision de l'Union européenne, du projet européen. Est-ce que vous êtes prête à discuter avec tout le monde ?

R - D'abord entre la France et l'Italie, il y a une histoire commune très forte, une ambition commune par rapport à l'Europe et puis des relations économiques, culturelles, humaines qui sont là et avec lesquelles n'importe lequel des gouvernements en France ou en Italie, doit traiter. Aujourd'hui nous avons aussi une très grande proximité politique dans notre vision de la relation bilatérale et dans nos attentes par rapport à l'Union européenne. Ce que nous appelons de nos vœux demain, c'est un gouvernement italien tout autant engagé dans la réforme nécessaire et dans l'ambition européenne./.